

Philippot : non au démantèlement du secteur public de l'énergie !

écrit par Marcher sur des oeufs | 21 juillet 2017

Communiqué de presse de Florian Philippot, Vice-président du Front National:

Nicolas Hulot a annoncé avant-hier deux décisions imposées par l'Union européenne qui vont considérablement nuire aux Français.

D'abord, la fin des tarifs réglementés dans le gaz, au nom de la sacro-sainte concurrence voulue par Bruxelles. L'introduction de la concurrence dans le secteur de l'énergie a été présentée aux Français comme un gage de service optimal et de prix bas. C'est évidemment l'inverse qui s'est produit : les prix explosent, les arnaques se multiplient, les citoyens sont désorientés. Alors que la précarité énergétique devrait être une priorité absolue pour préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens et protéger notre environnement, le gouvernement se soumet aux injonctions ultra-libérales venues de Bruxelles aux dépens des Français.

L'autre décision, c'est la scandaleuse privatisation des barrages hydroélectriques. Elle est aberrante pour deux raisons : la première, c'est que les barrages sont bien gérés et la concurrence n'améliorera rien. La seconde, c'est qu'un barrage représente un danger important si jamais il est mal entretenu. La France se souvient encore du drame de Malpasset et de ses 423 victimes, le 2 décembre 1959. Pour éviter une autre catastrophe de ce genre, il est indispensable que la sécurité soit une priorité dans la gestion des barrages, avant la recherche du profit maximal. Or, le secteur privé est par nature enclin à chercher le plus grand profit possible. C'est à la puissance publique d'assurer son rôle et de garantir la sécurité absolue des citoyens. Encore une fois, on va dépouiller le peuple du patrimoine qu'il a construit pour enrichir des entreprises privées qui auront à cœur de bien rémunérer leurs actionnaires et non de bien servir les Français.

L'Union européenne continue à imposer ses dogmes sans rencontrer aucune résistance

de la part du gouvernement ou du président de la République. Nous voulons que la France retrouve la maîtrise de son secteur énergétique et investisse pour les générations à venir de façon responsable et intelligente, en privilégiant le bien commun et le service public.

<http://www.frontnational.com/2017/07/energie-larnaque-europeenne-et-la-soumission-du-gouvernement/>